



Plan de travail biennal 2015-2016
Pays : TOGO

Projet : Appui à l'accès au droit et à la justice

Résultat(s) de l'UNDAF : A l'horizon 2018, les capacités des institutions et acteurs à l'échelle nationale et locale sont améliorées pour la réduction des inégalités, la modernisation de l'Etat, la consolidation de la paix, de la démocratie et la promotion des droits de l'homme.

Produit(s) attendu(s) du CP : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes.

Partenaire de réalisation : Ministère de la justice et des relations avec les institutions de la république

Parties responsables : Direction de l'accès au droit et à la justice

Résumé

Le présent projet a pour objectif de contribuer à promouvoir l'accès au droit et à la justice des citoyens, en particulier des couches défavorisées, en vue du respect des droits fondamentaux des plus vulnérables, à travers la mise en œuvre d'un système d'aide juridique et juridictionnelle favorisant les groupes vulnérables et les plus démunis.

Plus spécifiquement, il vise à : (1) Opérationnaliser l'aide juridictionnelle via la mise en place de son cadre juridique et institutionnel, et la vulgarisation de la loi sur l'aide juridictionnelle de mai 2013; (2) Promouvoir l'accès à l'information juridique et judiciaire à travers la diffusion du guide du justiciable, les bureaux d'accueil et d'orientation du justiciable dans les juridictions et les clubs juridiques dans les prisons; (3) Fournir une assistance juridique et judiciaire aux personnes vulnérables, en particulier aux femmes et aux jeunes grâce à la tenue d'audiences extraordinaires dans les juridictions; (4) Renforcer la protection judiciaire des personnes vulnérables au VIH-Sida à travers la formation des professionnels de justice ; (5) Renforcer les capacités de contrôle de la gestion et de la performance des juridictions par le soutien à l'Inspection des services judiciaires et pénitentiaires.

Les objectifs du projet sont appropriés pour accompagner les efforts du gouvernement en matière de promotion de l'Etat de droit, et dans un contexte marqué par l'inefficacité de l'appareil judiciaire et les faibles capacités de l'Etat à répondre aux besoins de protection ressentis par la population.

Le projet sera mis en œuvre selon la modalité d'exécution nationale (NEX) par le ministère de la Justice chargé des relations avec les Institutions de la République, en partenariat avec les organisations de la société civile oeuvrant dans le secteur judiciaire.

Période couverte par le Programme : 2014-2018

Composante du Programme : Gouvernance démocratique

Titre de l'intervention : Appui à l'accès au droit et à la justice

Code budgétaire : 000 69505

Durée de l'intervention : 2 ans

Budget estimatif sur une base de 24 mois : 649 146

Budget 2015 : 365 920

Budget 2016 : 283 226

Ressources allouées : 649 146

• Gouvernement 0

• Budget ordinaire 649 146

• Autres sources

○ Donateur _____

○ Donateur _____

○ Donateur _____

Partie du budget non financée : _____

Approuvé (Ministère de la Justice) : _____

Approuvé (PNUD) : _____



PRODUITS DU CP ATTENDUS et indicateurs, y compris les objectifs annuels (2015 & 2016)	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		2015		2016			Description dans le budget	2015	2016	
		1 ^{er} S	2 ^e S	3 ^e S	4 ^e S					Source des fonds
PRODUIT : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes Indicateur: Nombre de femmes et d'hommes vulnérables ayant bénéficié d'aide juridictionnelle Base: 223 détenus en 2014 Cible 2015 : 423 dont au moins 30% de femmes Cible 2016 : 623 dont au moins 30% de femmes	Résultat 1 : Services Juridiques pour les pauvres									
	Organiser des audiences extraordinaires dans 03 juridictions par an (assistance judiciaire)	X	X	X	X	MJ	71600-Travel 71300 - Consultants nationaux 75700 –Training, Workshps & Conf	100 000	50 000	
Résultat 2 : Capacités d'administration et de contrôle de la justice renforcées										
	Appuyer l'informatisation de la chaîne judiciaire pénale et du casier judiciaire dans 7 juridictions (élaboration des spécifications techniques, des fonctionnalités détaillées de l'application, du module du casier judiciaire ; conception de l'application ; mise en place des réseaux locaux et interconnexion des juridictions, formation des utilisateurs etc)	X	X	X	MJ	71600-Travel 71300 - Consultants nationaux 75700 –Training, Workshps & Conf 74200 Audio- visuel	179 170	139 460		
	Renforcer les capacités des acteurs de la justice et de la police judiciaire sur la typologie des actes usuels du parquet et de l'instruction	X	X	X	MJ	71300 - Consultants nationaux 75700 –Training, Workshps & Conf	10 000	10 000		
	Appuyer l'organisation de tournées inopinées de l'Inspection générale des services judiciaires et pénitentiaires	X	X	X	MJ	71600-Travel 72200-Furniture 74200 – Audio visuel	7 500	7 500		

	Assurer les charges courantes de fonctionnement des volontaires (crédits tél./ fournitures diverses, achat de copieur et maintenance des machines informatiques)	X	X	X	MJ	TRAC	72200 - Furniture 74200 – Audio visuel	0	5 000
	Résultat 3 : OSC renforcées pour accompagner les personnes en difficulté juridique et d'insertion socio-économique								
	Appuyer le suivi et la réinsertion des détenus libérés en partenariat avec les OSC (centre de réinsertion professionnelle des détenus)	X	X	X	MJ	TRAC	72600 – Grants 71300 - Consultants nationaux	15 000	7 500
	Réaliser une étude sur le type de politique de réinsertion pour réduire la récidive et la surpopulation en milieu carcéral	X	X	X	MJ	TRAC	71200 - Consultants internationaux 71300 - Consultants nationaux	12 505	20 000
	Editer des supports de communication	X	X	X	MJ	TRAC	74200 – Audio visuel	0	3 000
Total Activités								324 178	242 460
S&E/Com								5 480	1 700
GMS PNUD								36 262	39 066
Total Général								365 920	283 226

Outil de suivi du Plan de travail biennal

Années 2015 & 2016

Composante du CP : Accès à la Justice
Partenaire de réalisation : Ministère de la Justice

<p>PRODUITS DU CP ATTENDUS ET LES OBJECTIFS ANNUELS 2015 & 2016</p>	<p>ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de suivi et évaluation, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i></p>	<p>DÉPENSES <i>Dresser la liste des dépenses effectives pour chacune des activités achevées</i></p>	<p>RÉSULTATS DES ACTIVITÉS <i>Pour chaque activité, énoncer ses résultats</i></p>	<p>PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES PRODUITS DU CP En utilisant les données relatives aux cibles annuelles de chaque indicateur, énoncer le progrès effectué vers la réalisation des produits du CP. S'il y a lieu, faire des observations concernant les facteurs qui ont facilité et/ou contrarié l'obtention des résultats, à savoir notamment sur les points suivants : - <i>Les risques et hypothèses identifiés dans le S&E du CP se sont-ils matérialisés ou de nouveaux risques ont-ils surgis?</i> - <i>Des facteurs internes, tels que le choix du moment où sont apparus les produits et activités, la qualité des produits et services, la coordination et/ou d'autres problèmes de gestion</i></p>
<p>PRODUIT : Accès accru au droit et à la justice pour les couches défavorisées notamment les femmes et les jeunes</p> <p>Indicateur: Nombre de femmes et d'hommes vulnérables ayant bénéficié d'aide juridictionnelle</p> <p>Base: 223 détenus en 2014</p> <p>Cible 2015 : 423 dont au moins 30% de femmes</p> <p>Cible 2016 : 623 dont au moins 30% de femmes</p>	<p>Organiser des audiences extraordinaires dans 03 juridictions par an (assistance judiciaire)</p> <p>Appuyer l'informatisation de la chaîne judiciaire pénale et du casier judiciaire dans 7 juridictions (élaboration des spécifications techniques, des fonctionnalités détaillées de l'application, du module du casier judiciaire ; conception de l'application ; mise en place des réseaux locaux et interconnexion des juridictions, formation des utilisateurs etc.</p> <p>Renforcer les capacités des acteurs de la justice et de la police judiciaire sur la typologie des actes usuels du parquet et de l'instruction</p> <p>Appuyer l'organisation de tournées inopinées de l'Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires</p> <p>Appuyer le suivi et la réinsertion des détenus libérés en partenariat avec les OSC (centre de réinsertion professionnelle des détenus)</p>			

	<p>Appuyer l'informatisation de la chaîne judiciaire pénale et du casier judiciaire dans 7 juridictions (élaboration des spécifications techniques, des fonctionnalités détaillées de l'application, du module du casier judiciaire ; conception de l'application ; mise en place des réseaux locaux et interconnexion des juridictions, formation des utilisateurs etc</p>		
	<p>Renforcer les capacités des acteurs de la justice et de police judiciaire sur la typologie des actes usuels du parquet et de l'instruction</p>		
	<p>Appuyer l'organisation de tournées inopinées de l'Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires</p>		
	<p>Assurer les charges courantes de fonctionnement des volontaires (crédits tél./fournitures diverses, achat de copieur et maintenance des machines informatiques)</p>		
	<p>Réaliser une étude sur le type de politique de réinsertion pour réduire la récidive et la surpopulation en milieu carcéral</p>		
	<p>Éditer des supports de communication</p>		